

# La quête d'absolu des libertariens

Né aux Etats-Unis, le courant libertarien prône une intervention minimale de l'Etat dans la vie des citoyens et une liberté d'expression maximale. Elon Musk, nouveau patron de Twitter, en est devenu l'incarnation

Constructeur de fusées, de voitures électriques, milliardaire atypique et volontiers provocateur, Elon Musk a mis la main sur l'influent réseau social Twitter fin octobre. D'où d'incessantes interrogations sur son identité politique. L'homme d'affaires est le plus souvent associé à la philosophie libertarienne, peu connue en France. Pourtant, l'adjectif « libertarien », forgé au début du XX<sup>e</sup> siècle, provient du français « libertaire ». Il prend son sens actuel dans les années 1950 et 1960, au gré de débats qui continuent à définir l'Amérique. Elon Musk se rapproche de ce courant de pensée, de l'individualisme radical qu'il promeut, de son opposition à toute forme de contrainte – et plus particulièrement de l'Etat. Son libertarisme, tout comme celui de la plupart des patrons de la Silicon Valley, réside dans son attachement à la plus grande liberté d'expression qui soit. C'est précisément le projet qu'il dit souhaiter pour Twitter.

Lorsqu'il a lancé, au printemps, sa campagne en vue du rachat du réseau social, il a motivé sa décision par le désir d'en faire « une plate-forme pour la liberté d'expression autour du globe ». En d'autres circonstances, il s'est présenté comme un « absolutiste » favorable à une absence totale de limitation à ce droit fondamental. Avant de mettre la main sur Twitter, Elon Musk s'était indigné de la modération des contenus pratiquée par l'oiseau bleu. Mais le milliardaire a aussi cherché à restreindre la liberté d'expression des salariés des différents sociétés qu'il possède, y compris chez Twitter. Le magnat de l'espace et du cyberspace passe malgré tout pour un libertarien, dont il incarne à merveille les contradictions.

## UN PROJET PHILOSOPHIQUE

Les élections de mi-mandat ont donné une nouvelle illustration de l'influence persistante de cette philosophie on ne peut plus américaine. Avec un budget de campagne ne dépassant pas les 8 000 dollars (soit autant d'euros), Chase Oliver, candidat au Sénat du Parti libertarien en Géorgie, a récolté 2 % des voix : assez pour empêcher les candidats issus des deux grands partis de dépasser la barre des 50 % nécessaires pour remporter le vote en Géorgie. Un second tour sera donc organisé le 6 décembre, afin de départager le sénateur démocrate sortant, Raphael Warnock, et son adversaire républicain, Herschel Walker.

Au-delà de son incarnation politique, le mouvement libertarien, c'est également un projet philosophique avec ses groupes de réflexion, ses publications et ses relais au sein de l'université. Des idées chères au courant libertarien sont largement partagées outre-Atlantique, sur le port d'armes, la liberté d'expression, le rejet de l'administration, l'attachement au capitalisme... Et si le libertarisme existe à gauche, il est plus étroitement associé à la droite, notamment à la droite la plus dure.

Situé à deux pas de la Maison Blanche, le Cato Institute incarne une pensée consensuelle et reste l'un des groupes de réflexion libertariens les plus prestigieux. Le Parti républicain y recrute du personnel à chaque fois que son candidat est élu à la présidence. L'institut s'est cependant montré très critique envers l'administration Trump, notamment ses mesures anti-immigration, contrairement à la libre circulation des individus souhaitée par les libertariens. Mêmes les ré-

ductions d'impôt décidées par le chef d'Etat populiste n'étaient pas du goût du groupe de réflexion, jugeant erratiques ses options économiques.

Le vice-président du Cato Institute, David Boaz, inscrit ce courant de pensée dans une longue histoire. « Le libertarisme est la philosophie de la civilisation occidentale. Ses racines remontent à la Grèce antique, lorsque apparut le droit naturel qui accorde à chacun une égale dignité. Les libertariens se retrouvent en outre dans la critique de la royauté, du pouvoir central, émise par le prophète Samuel dans la Bible lorsqu'il met en garde les Hébreux contre la monarchie dont ils souhaitent l'instauration », explique-t-il. Ce passage des Ecritures est d'ailleurs cité par le pamphlétaire anglo-américain Thomas Paine (1737-1809) dans son essai *Le Sens commun*, publié en janvier 1776 à Philadelphie, à quelques mois de la déclaration d'indépendance.

La nation qui se construit au cours du siècle suivant par la conquête territoriale offre au colon un espace sans limites : la Frontière où, loin des autorités, il peut vivre à sa guise. Fiers de leur autonomie, pourtant acquise au prix de la sujétion d'autres peuples, les Américains développent un attachement viscéral à la liberté personnelle. « Je chante le soi-même », écrit le bard national Walt Whitman (1819-1892) dans son recueil *Feuilles d'herbe*, publié pour la première fois en 1855. Le poète adresse aux Etats-Unis la maxime suivante : « Résistez beaucoup, obéissez peu » (Aubier, 1972).

« Le libertarisme est né de ce sentiment antiétatiste, mais il commence à se formaliser sur les plans théorique et politique après l'adoption du New Deal dans les années 1930, et ne se développe que dans les années 1960 », souligne Sébastien Caré, historien des idées et auteur des *Libertariens aux Etats-Unis : sociologie d'un mouvement social* (Presses universitaires de Rennes, 2010). Après le krach boursier de 1929, la relance de l'économie par une intervention massive de l'Etat suscite l'indignation de certains à droite, qui ne disposent toutefois pas d'une bannière sous laquelle se retrouver : le terme « libéralisme » a été récupéré par le Parti démocrate du président Franklin Delano Roosevelt.

Si la philosophie libérale est aujourd'hui réduite en France à sa défense du marché, elle se définit avant tout comme une doctrine préoccupée par la préservation des libertés individuelles face à un Etat prompt à les restreindre. Le libéralisme est l'héritier du philosophe anglais John Locke (1632-1704), dont les idées sont l'une des sources de la Révolution française. Pour lui, l'Etat est le fruit d'un contrat social noué pour protéger, en particulier, la liberté d'expression et le droit de propriété. Si ce pacte est rompu, il est légitime de se révolter. Pour éviter d'en arriver là, mieux vaut restreindre les pouvoirs de l'Etat. Les physiocrates français du XVIII<sup>e</sup> siècle donnent à ces idées une première traduction économique en demandant aux autorités le « laissez-faire ».

La pensée libérale connaît cependant une profonde réinterprétation au XX<sup>e</sup> siècle, grâce notamment aux travaux du philosophe américain John Dewey (1859-1952), qui soutient le New Deal. Le rôle de l'Etat est réinvesti afin de lutter contre la concentration du pouvoir dans les mains de grandes entreprises peu soucieuses des libertés individuelles. Mais ceux qui s'opposent à ce libéralisme réconcilié avec l'Etat ont le sentiment que l'adjectif « libéral » leur a été ravi.

Un autre terme s'avère nécessaire pour unifier cette coalition naissante. Cette révolte des élites doit en outre trouver une assise populaire avant de prétendre peser dans le jeu politique.

La confirmation qu'une partie de l'opinion américaine s'inquiète de cette réinvention de l'Etat survient en pleine seconde guerre mondiale. « Alors que la planète se battait contre le fascisme, que le communisme étendait son emprise, que le souvenir de la crise économique était encore vif dans les mémoires, trois femmes remarquables publièrent en 1943 chacune un livre qui a galvanisé un mouvement petit, mais croissant », rappelle David Boaz. Ces trois écrivaines partagent l'ambition de dénoncer le collectivisme : Rose Wilder Lane et son *The Discovery of Freedom* (la découverte de la liberté, John Day Company, non traduit) ; Isabel Paterson, avec son *The God of the Machine* (le Dieu de la machine, G. P. Putnam's Sons, non traduit) ; et Ayn Rand, autrice de *La Source vive* (Plon, 1945).

Seule cette dernière est véritablement passée à la postérité : son œuvre demeure une référence incontournable aux Etats-Unis. Née au sein d'une famille juive en Russie, Ayn Rand (1905-1982) parvient, en 1925, à obtenir des papiers pour les Etats-Unis. Toute sa vie, elle restera marquée par l'expérience de la révolution bolchévique. « Ayn Rand rencontre un succès inattendu avec *La Source vive*. Son roman permet sans doute aux lecteurs de prendre conscience de quelque chose qui était en eux, mais qu'ils n'avaient pas encore exprimé : ce que vous avez gagné par vos propres efforts sans violer les droits d'autrui, vous méritez d'en disposer librement sans qu'on puisse vous en déposséder », observe Alain Laurent, auteur de *Ayn Rand ou la passion de l'égoïsme rationnel* (Les Belles Lettres, 2011). En 1957, la romancière publie *La Grève* (Les Belles Lettres, 2017), qui suscite un emballement encore plus grand. Depuis sa parution, il se serait vendu à plus de 19 millions d'exemplaires.

## CRÉATIVITÉ ÉGOÏSTE

Ayn Rand y met en scène un ingénieur nommé John Galt qui, révolté par l'emprise de l'Etat sur la société et le conformisme ambiant, organise une grève d'un genre particulier. S'arrêtent de travailler ceux qui font le monde : les entrepreneurs et les esprits inventifs, porteurs d'innovation, dont le bonheur est source de prospérité. Ayn Rand dévoile ainsi ce qui est pour elle le génie du capitalisme : une créativité égoïste que rien ne doit entraver. Pour donner plus d'épaisseur à sa philosophie, la romancière développe, dans les années 1950, tout un système de pensée, largement oublié.

L'écrivaine n'a jamais été proche des économistes Friedrich Hayek (1889-1992), Ludwig von Mises (1881-1973) et Milton Friedman (1912-2006), qui menèrent la charge pour raviver ce que l'on appelle aux Etats-Unis le « libéralisme classique » – un terme qui sert parfois de synonyme à libertarisme, ainsi qu'à condamner le libéralisme contemporain, jugé trop à gauche. Hayek marque particulièrement les esprits avec un ouvrage paru en 1944, *La Route de la servitude* (PUF, 2013), dans lequel il met en garde contre l'interventionnisme de l'Etat, qui empiète peu à peu sur les libertés individuelles et risque de conduire au totalitarisme.

« En 1947, la Société du Mont-Pélerin est créée pour promouvoir les valeurs libérales. Elle rassemble plusieurs courants, dont l'or-

dolibéralisme allemand, qui considère que l'Etat a un rôle légitime à jouer pour encadrer le marché. Mais au sein de cette société, ce sont les mouvements les plus radicaux, dont sont issus Hayek, Friedman et Von Mises, qui l'emportèrent, au début des années 1960 », remarque Sébastien Caré. Si bien que la Société du Mont-Pélerin est aujourd'hui associée en Europe au néolibéralisme, un terme dont le sens reste contesté mais qui, dans le langage courant, correspond le plus souvent à une forme de laissez-faire économique.

Le libertarisme va plus loin encore et propose un projet de société plus large. Le terme « libertarien » est proposé en 1947 par Leonard Read, un économiste, puis repris en 1955 par l'un de ses collègues, Dean Russell, dans un article paru dans une revue conservatrice, *The Freeman*, avant de se répandre progressivement. Hayek, que l'on associe en France au néolibéralisme, rejette ce dernier mot et lui préfère l'étiquette de libertarien.

A la même époque, le conservatisme américain traverse un moment de profonde réinvention. Un nouveau projet est défini dans les années 1950, afin d'agréger trois mouvements : les anticommunistes, les traditionalistes religieux et les tenants du laissez-faire économique, dont font partie les libertariens. Le dynamisme de cette base militante apparaît clairement en 1964, lorsqu'elle parvient à obtenir la désignation de Barry Goldwater en tant que candidat du Parti républicain pour la présidentielle. « En 1964, mes parents soutenaient Goldwater », se souvient Brink Lindsey, vice-président du Niskanen Center, un groupe de réflexion de la droite modérée.

## FERVEUR DANS LES ANNIÉES 1960

Goldwater fait apparaître l'un des ambiguïtés du libertarisme, puisque le mouvement s'appuie notamment sur la frange la plus radicale du parti, favorable à la ségrégation raciale. Si les parents de Brink Lindsey ne partageaient pas ces idées, pas plus que Goldwater lui-même, sa défense d'un Etat minimal plaisait cependant à ceux qui s'opposaient aux mesures prises par Washington pour restaurer les droits des personnes noires. Le libertarisme est le plus tolérant peut donc se retrouver à servir les intérêts de milieux réactionnaires et racistes. Tandis que Goldwater échoue lamentablement face à Lyndon Johnson lors de la présidentielle, sa candidature diffuse une idée chère aux libertariens, estime Brink Lindsey : « L'idée que le gouvernement allait nous libérer semblait dépassée. »

Professeur de science politique à l'université Northwestern (Evanston, Illinois), Andrew Koppelman vient de publier un histoire du mouvement libertarien, *Burning Down the House* (Mettre le feu à la baraque, non traduit, St. Martin's Press, 320 pages, 28 euros). Il partage le point de vue de Brink Lindsey : « Dans les années 1960, il devient apparent que l'Etat manque à ses responsabilités. La ségrégation raciale était une forme de coercition exercée par le gouvernement, le mouvement des droits civiques le rappelle. Et sur les campus, les étudiants estimaient que le gouvernement voulait les envoyer au Vietnam se faire tuer sans aucune raison valable. »

Une certaine ferveur s'épale alors des milieux libertariens. La création, en 1968, du magazine *Reason* en est la première manifestation. Son fondateur, Lanny Friedman, est étudiant à l'université de Boston et

SI LE  
LIBERTARIANISME  
EXISTE À GAUCHE,  
IL EST PLUS  
ÉTROITEMENT  
ASSOCIÉ À LA  
DROITE, NOTAMMENT  
LA PLUS DURE